

GB/émeutes: Cameron prône la "tolérance zéro", la police grince des dents

(14/08/2011) dans www.dhnet.be

<http://www.dhnet.be/infos/monde/article/364864/qbemeutes-cameron-prone-la-tolerance-zero-la-police-grince-des-dents.html>



© AP

- La politique menée par David Cameron contre les gangs après les émeutes est...

70% des Britanniques sont favorables à la suspension des aides sociales pour les parents d'émeutiers

LONDRES David Cameron a prôné dimanche la "tolérance zéro" contre les gangs après les émeutes en Grande-Bretagne, mais il se heurte à une fronde dans la police qui apprécie peu le recrutement d'un "super-flic" new-yorkais pour aider Scotland Yard et les critiques du Premier ministre.

Dans une interview au Sunday Telegraph, M. Cameron estime que les émeutes qui ont embrasé plusieurs villes du pays entre le 6 août et mardi soir, les plus violentes depuis des décennies, ont marqué un tournant. "Nous n'avons pas assez parlé le langage de la tolérance zéro. Mais le message est en train de passer", explique-t-il.

En application de ces principes, le gouvernement a décidé de faire appel à un super-flic américain, spécialiste de la lutte contre les gangs, considérant qu'ils ont joué un rôle majeur dans les émeutes. Bill Bratton, ex-chef de la police de New York, Boston et Los Angeles, théâtre d'émeutes meurtrières en 1992, va travailler cet automne comme consultant pour Scotland Yard sur la lutte contre les violences urbaines.

Mais ce recrutement a suscité beaucoup de grincements de dents au sein de la police, dont plusieurs représentants ont pris publiquement la parole pour s'étonner de cette décision. "Je ne suis pas sûr de vouloir apprendre comment gérer les gangs en m'inspirant d'une région des Etats-Unis où il y en a 400 qui sévissent", a rétorqué Hugh Orde, chef du corps des officiers de police.

"Si vous avez 400 gangs en activité, c'est que vous n'êtes pas très efficace". "Même s'il (Bill Bratton) a des états de service très brillants aux Etats-Unis, c'est un style de police différent du nôtre", avait déjà fait valoir samedi Jon Tully, responsable de la Fédération de la police londonienne.

Les critiques de M. Cameron sur les méthodes utilisées par les forces de l'ordre britanniques, visiblement dépassées au début des émeutes, avaient déjà suscité des frictions ces derniers jours. D'autant que le gouvernement refuse de revenir sur les coupes budgétaires qui vont affecter la police.

"Au départ, la police a beaucoup trop traité la situation comme s'il s'agissait juste d'une question d'ordre public, alors qu'il s'agissait de criminalité", avait expliqué jeudi le Premier ministre. Face à ces reproches, l'actuel chef par intérim de Scotland Yard Tim Godwin s'est plaint des "incohérences" des politiques. "Parfois on nous accuse de faire un usage excessif de la force et parfois, de ne pas en faire assez", a-t-il déploré, rejetant l'idée "infondée" que la police aurait été trop timide.

Des états d'âme que la ministre de l'Intérieur Theresa May a écartés en soulignant qu'il appartenait au gouvernement de dire aux forces de l'ordre " ce que les gens attendent d'eux". Le déploiement massif des forces de l'ordre à partir de mardi a toutefois réussi à mettre un coup d'arrêt aux émeutes. Depuis mercredi soir, aucun incident important n'a été signalé dans le pays. Le gouvernement a prévu de se réunir lundi pour décider s'il maintient encore ce dispositif de sécurité exceptionnel.

Pour venir à bout des émeutes, la police a également multiplié les interpellations, plus de 2.100 à ce jour. Et elle estime que quelque 3.000 personnes au total auront à comparaître devant la justice. Parmi elles figurent deux suspects inculpés après le meurtre de trois hommes, fauchés cette semaine par une voiture alors qu'ils tentaient de protéger leur quartier des pillards à Birmingham (centre). Une manifestation "pacifique" à la mémoire des victimes devait se tenir ce dimanche dans la ville.

D'après un sondage publié dans le Sunday Express, 70% des Britanniques sont également favorables à la suspension des aides sociales pour les parents d'émeutiers. Le gouvernement souhaite aussi qu'ils n'aient plus accès aux logements sociaux.

Face à cette rhétorique musclée, un député membre des libéraux-démocrates, partenaires de la coalition, Simon Hughes, a lancé une mise en garde contre "les solutions simplistes".